

Des investissements dans l'incinération des déchets ou le traitement des déchets ne sont pris en considération pour une aide. Ces investissements comprennent entre autres des investissements dans l'apport, le traitement et le stockage de déchets, l'incinération des déchets, l'épuration des émissions gazeuses, des investissements dans l'évacuation de produits résiduels du processus d'incinération et les bâtiments.

Les coûts de démarrage et les frais génériques ne sont pas éligibles à moins qu'il puisse être démontré que ceux-ci sont uniquement nécessaires pour la récupération de chaleur.

Art. 15. L'aide est uniquement octroyée aux pompes à chaleur de l'article 6, 7° qui satisfont aux exigences minimales en matière d'efficacité énergétique visées à l'annexe II à l'arrêté ministériel du 5 décembre 2018 fixant les modalités, exigences techniques et montants des primes, accompagnements de parcours et projets de rénovation collective, visés aux articles 6.4.1/1, 6.4.1/1/1, 6.4.1/1/2, 6.4.1/1/3, 6.4.1/4, 6.4.1/5, 6.4.1/9 et 6.4.1/9/1 de l'Arrêté sur l'Énergie du 19 novembre 2010.

Art. 16. Le présent arrêté entre en vigueur le jour de sa publication au *Moniteur belge*.

Bruxelles, le 23 juillet 2019.

La Ministre flamande du Budget, des Finances et de l'Énergie,
L. PEETERS

REGION WALLONNE — WALLONISCHE REGION — WAALS GEWEST

SERVICE PUBLIC DE WALLONIE

[2019/203567]

2 MAI 2019. — Décret relatif à l'aide aux Gens du voyage modifiant la Deuxième partie, Livre 1^{er}, Titre VII, du Code wallon de l'Action sociale et de la Santé (1)

Le Parlement wallon a adopté et Nous, Gouvernement wallon, sanctionnons ce qui suit :

Article 1^{er}. Le présent décret règle, en application de l'article 138 de la Constitution, une matière visée à l'article 128 de celle-ci.

Art. 2. Dans la Deuxième partie, Livre 1^{er}, Titre VII, du Code wallon de l'Action sociale et de la Santé, il est inséré un chapitre 1^{er} intitulé « Définitions ».

Art. 3. L'article 149/1 du même Code, inséré par le décret du 28 avril 2014, est remplacé par ce qui suit :

« Art. 149/1. Pour l'application du présent Titre, l'on entend par :

1° les Gens du voyage : des communautés d'origines différentes caractérisées par un habitat mobile et par des périodes de séjour temporaire et par des périodes de séjour hivernal;

2° la période de séjour temporaire : la période de l'année de mars à octobre durant laquelle les Gens du voyage se déplacent de lieu en lieu;

3° la période hivernale : la période de l'année de novembre à fin février;

4° l'accueil : la procédure organisant officiellement le séjour temporaire et le séjour hivernal des Gens du voyage;

5° la médiation : la méthode d'action sollicitant l'intervention d'un tiers, indépendant et impartial, qui vise à mettre d'accord, à concilier ou à réconcilier des personnes ou des parties;

6° l'aire d'accueil : le terrain aménagé comprenant au minimum un accès à l'eau potable, à l'électricité et à des sanitaires, destiné à l'accueil de courte durée, de groupes familiaux d'au moins 15 caravanes et offrant, à tout le moins, un accueil durant l'ensemble de la période de séjour temporaire;

7° l'aire temporaire : le terrain détenu par un propriétaire public ou privé affecté temporairement durant l'année à l'accueil des Gens du voyage. ».

Art. 4. L'article 149/2 du même Code est abrogé.

Art. 5. Dans la Deuxième partie, Livre 1^{er}, Titre VII du même Code, l'intitulé du chapitre 2 est remplacé par ce qui suit : « Organisme spécialisé en médiation des Gens du voyage ».

Art. 6. Dans la Deuxième partie, Livre 1^{er}, Titre VII, chapitre 2 du même Code, l'intitulé de la section 1^e est remplacé par ce qui suit : « Agrément ».

Art. 7. Dans la Deuxième partie, Livre 1^{er}, Titre VII, chapitre 2, section 1^e, du même Code, il est inséré un article 149/2 rédigé comme suit :

« Art. 149/2. Le Gouvernement agrée un organisme spécialisé en médiation des Gens du voyage, ci-après dénommé « l'organisme ». ».

Art. 8. L'article 149/3 du même Code, inséré par le décret du 28 avril 2014, est remplacé par ce qui suit :

« Art. 149/3. Les conditions d'agrément de l'organisme sont les suivantes :

1° être constitué sous la forme d'une association sans but lucratif ou d'une fondation au sens de la loi du 27 juin 1921 sur les associations sans but lucratif, les associations internationales sans but lucratif et les fondations;

2° avoir son siège d'activités et exercer ses missions sur l'ensemble du territoire de la région de langue française;

3° réaliser les missions visées à l'article 149/4;

4° compter au moins trois ans d'activités dans le cadre de l'accueil des Gens du voyage;

5° disposer d'une équipe dont la composition minimale est fixée par le Gouvernement. ».

Art. 9. Dans la Deuxième partie, Livre 1^{er}, Titre VII, chapitre 2, du même Code, l'intitulé de la section 2 est remplacé par ce qui suit : « Missions ».

Art. 10. L'article 149/4 du même Code, inséré par le décret du 28 avril 2014, est remplacé par ce qui suit :

« Art. 149/4. Les missions de l'organisme consistent à :

1° promouvoir les projets sociaux et socioprofessionnels des Gens du voyage et favoriser la participation citoyenne des Gens du voyage et de leurs associations;

2° apporter une aide à l'accomplissement des formalités administratives aux Gens du voyage, notamment en lien avec leur habitat mobile;

3° favoriser et améliorer les relations entre les autorités publiques locales, les Gens du voyage et la population sédentaire;

4° informer et assurer un accompagnement des autorités publiques dans la gestion du séjour des Gens du voyage;

5° assurer la médiation, notamment en intervenant sur le terrain à la demande des communes ou des Gens du voyage, en ce compris dans les cas d'urgence;

6° recueillir des données statistiques sur les groupes, les interventions de l'organisme et leur interprétation;

7° analyser des règlements et « bonnes pratiques » en Europe;

8° proposer des orientations de la politique de l'accueil des Gens du voyage en Région de langue française;

9° informer les services de l'Administration. ».

Art. 11. Dans la Deuxième partie, Livre 1^{er}, Titre VII, chapitre 2, du même Code, il est inséré une section 3 intitulée « Procédure d'agrément ».

Art. 12. L'article 149/5 du même Code, inséré par le décret du 28 avril 2014, est remplacé par ce qui suit :

« Art. 149/5. La demande d'agrément est adressée au Gouvernement par envoi recommandé ou par tout autre moyen conférant date certaine à l'envoi.

Le Gouvernement détermine le contenu du dossier de la demande d'agrément. Ce dossier comporte au moins :

1° les statuts de l'association;

2° la composition des organes de gestion;

3° les derniers comptes annuels approuvés;

4° une description des activités de l'association et, le cas échéant, de sa collaboration avec les acteurs publics ou privés;

5° la liste des personnes employées par l'association. ».

Art. 13. L'article 149/6 du même Code, inséré par le décret du 28 avril 2014, est remplacé par ce qui suit :

« Art. 149/6. L'agrément est accordé par le Gouvernement pour une durée indéterminée.

Si plusieurs associations remplissent les conditions visées à l'article 149/3, le Gouvernement statue au terme d'une sélection effectuée par un jury dont la composition est déterminée par le Gouvernement.

Le jury fonde son avis en comparant les activités développées par l'association, l'étendue géographique de celles-ci et l'expérience des personnes attachées à la réalisation des missions visées à l'article 149/4. ».

Art. 14. L'article 149/7 du même Code, inséré par le décret du 28 avril 2014, est remplacé par ce qui suit :

« Art. 149/7. L'agrément peut être retiré par le Gouvernement pour cause d'inobservation des dispositions du présent Titre ou des dispositions fixées en vertu du présent Titre.

Si un organisme a vu sa demande d'agrément refusée ou son agrément retiré pour cause d'inobservation des dispositions du présent Titre ou des dispositions fixées en vertu de celui-ci, il ne peut pas introduire une nouvelle demande d'agrément pendant l'année suivant la décision de refus ou de retrait d'agrément.

Le Gouvernement fixe la procédure de retrait d'agrément. ».

Art. 15. L'article 149/8 du même Code, inséré par le décret du 28 avril 2014, est remplacé par ce qui suit :

« Art. 149/8. L'organisme établit dans les deux mois après son agrément et ensuite tous les trois ans, un programme de missions pluriannuelles détaillant les actions qu'il mènera dans le cadre de l'article 149/4.

Le Gouvernement procède, dans les trente jours à dater de sa réception, à l'approbation du programme visé à l'alinéa 1^{er}. ».

Art. 16. Dans la Deuxième partie, Livre 1^{er}, Titre VII, chapitre 2, du même Code, il est inséré une section 4 intitulée « Subventionnement ».

Art. 17. L'article 149/9 du même Code, inséré par le décret du 28 avril 2014, est remplacé par ce qui suit :

« Art. 149/9. Dans la limite des crédits budgétaires disponibles, le Gouvernement accorde une subvention annuelle à l'organisme agréé conformément aux articles 149/2 et suivants.

La subvention visée à l'alinéa 1^{er} est destinée :

1° à couvrir les frais de personnel de l'équipe définie à l'article 149/3, 5°;

2° à couvrir de manière forfaitaire les dépenses de fonctionnement directement liées à la réalisation des missions visées à l'article 149/4.

Le Gouvernement fixe les modalités, les montants, le mode de calcul de l'indexation éventuelle et les conditions d'octroi et de justification de la subvention. ».

Art. 18. Dans la Deuxième partie, Livre 1^{er}, Titre VII, du même Code, il est inséré un Chapitre 3 intitulé « Accueil et subventionnement des communes ».

Art. 19. L'article 149/10 du même Code, inséré par le décret du 28 avril 2014, est remplacé par ce qui suit :

« Art. 149/10. Les aires d'accueil et les aires temporaires disposent d'un règlement d'ordre intérieur dont le contenu minimum est fixé par le Gouvernement.

Les aires d'accueil sont gérées par les communes.

Les aires temporaires qui ne sont pas gérées par les communes font l'objet d'une autorisation qui peut être octroyée annuellement par les communes dans un délai de 30 jours à partir de l'envoi de la demande d'autorisation. Le Gouvernement fixe un modèle de demande d'autorisation. Les communes peuvent refuser d'octroyer l'autorisation si cette dernière risque de porter atteinte à l'ordre public, à la tranquillité publique, à la salubrité publique ou à la propreté publique. A défaut de réponse de la commune concernée endéans le délai de 30 jours, l'autorisation est considérée comme accordée.

Dans un délai de 15 jours précédant l'arrivée effective des gens du voyage, le propriétaire en informe la commune.

Les communes disposant d'aires temporaires ou d'aires d'accueil sur leur territoire informent l'organisme, chaque année durant le mois de janvier, des disponibilités d'accueil durant la période de séjour temporaire.

Durant la période hivernale, les communes peuvent organiser l'accueil sur les aires d'accueil ou sur les aires temporaires. Dans ce cas, elles en informent l'Organisme. ».

Art. 20. Dans la Deuxième partie, Livre 1^{er}, Titre VII, Chapitre 2, du même Code, la section 3 intitulée « subventionnement » est abrogée.

Art. 21. L'article 149/11 du même Code, inséré par le décret du 28 avril 2014, est remplacé par ce qui suit :

« Art. 149/11. § 1^{er}. Dans la limite des crédits budgétaires, le Gouvernement alloue aux communes des subventions en vue de l'acquisition, de l'aménagement, de l'accessibilité et de l'extension d'aires d'accueil à destination des Gens du voyage.

Le Gouvernement fixe via une procédure d'appel à projet, les normes minimales en termes de capacité et de superficie, d'accès aux voiries, à l'eau, à l'électricité et aux commodités afin que les infrastructures restent accessibles eu égard aux conditions météorologiques, ainsi que les dépenses éligibles et les montants maximum des subventions octroyées.

§ 2. A partir du 1^{er} janvier 2020, le Gouvernement alloue des subventions forfaitaires aux communes qui organisent une aire d'accueil. Celles-ci sont destinées à organiser l'accueil et des missions d'aide sociale auprès des Gens du voyage qui y séjournent.

Le Gouvernement fixe le montant de ces subventions, les modalités, le mode de calcul de l'indexation éventuelle et les conditions d'octroi et de justification de ces subventions. ».

Art. 22. L'article 149/12 du même Code, inséré par le décret du 28 avril 2014, est supprimé.

Art. 23. Le présent décret entre en vigueur le jour de sa publication au *Moniteur belge*.

Promulguons le présent décret, ordonnons qu'il soit publié au *Moniteur belge*.

Namur, le 2 mai 2019.

Le Ministre-Président,
W. BORSUS

Le Ministre de l'Action sociale, de la Santé, de l'Égalité des chances, de la Fonction publique
et de la Simplification administrative,
A. GREOLI

Le Ministre de l'Économie, de l'Industrie, de la Recherche, de l'Innovation, du Numérique,
de l'Emploi et de la Formation,
P.-Y. JEHOLET

Le Ministre de l'Environnement, de la Transition écologique, de l'Aménagement du Territoire,
des Travaux publics, de la Mobilité, des Transports, du Bien-être animal, et des Zonings,
C. DI ANTONIO

Le Ministre du Budget, des Finances, de l'Énergie, du Climat et des Aéroports,
J.-L. CRUCKE

Le Ministre de l'Agriculture, de la Nature, de la Forêt, de la Ruralité, du Tourisme, du Patrimoine
et délégué à la Grande Région,
R. COLLIN

Le Ministre des Pouvoirs locaux, du Logement et des Infrastructures sportives,
V. DE BUE

(1) Session 2018-2019.

Documents du Parlement wallon, 1319 (2018-2019) N^{os} 1 à 5.

Compte rendu intégral, séance plénière du 30 avril 2019.

Discussion.

Vote.

VERTALING

WAALSE OVERHEIDSDIENST

[2019/203567]

2 MEI 2019. — Decreet betreffende de hulp aan woonwagengewoners tot wijziging van het Waalse Wetboek van Sociale Actie en Gezondheid (1)

Het Waalse Parlement heeft aangenomen en Wij, Waalse Regering, bekrachtigen hetgeen volgt:

Artikel 1. Dit decreet regelt een in artikel 128 van de Grondwet bedoelde aangelegenheid, overeenkomstig artikel 138 ervan.

Art. 2. In deel 2, boek I, titel VII, van het Waalse Wetboek van Sociale Actie en Gezondheid wordt een hoofdstuk 1 ingevoegd, met als opschrift "Begripsomschrijvingen".

Art. 3. Artikel 149/1 van hetzelfde Wetboek, ingevoegd bij het decreet van 28 maart 2014, wordt vervangen door wat volgt:

"Art. 149/1. Voor de toepassing van deze Titel wordt verstaan onder :

1° woonwageneigenaren: gemeenschappen van verschillende herkomsten, gekenmerkt door een verplaatsbare habitat, door periodes van tijdelijk verblijf en periodes van winterverblijf;

2° periode van tijdelijk verblijf: de periode van het jaar van maart tot oktober waarin woonwageneigenaren van plaats tot plaats trekken;

3° winterperiode: periode van het jaar van november tot eind februari;

4° onthaal: procedure waarmee het tijdelijk verblijf en de winterperiode van de woonwageneigenaren officieel georganiseerd worden;

5° bemiddeling : actiemethode die de tussenkomst van een onafhankelijke en onpartijdige derde vereist en die als doel heeft personen of partijen het eens te doen worden, tot overeenstemming te brengen of te verzoenen;

6° onthaalplaats: grond die aangelegd is met minstens één toegang tot drinkwater, tot elektriciteit en tot sanitair, ten behoeve van opvang van korte duur voor familiegroepen van minstens 15 caravans en waarbij minstens gedurende de gehele periode van tijdelijk verblijf opvang aangeboden wordt;

7° tijdelijke onthaalplaats: grond die bezit is van een publieke of privé-eigenaar en die tijdens het jaar tijdelijk gebruikt wordt voor onthaal van woonwageneigenaren."

Art. 4. Artikel 149/2 van hetzelfde Wetboek wordt opgeheven.

Art. 5. In deel II, boek 1, titel II, hoofdstuk IV, van hetzelfde Wetboek, wordt het opschrift van afdeling 2 vervangen als volgt: "Organisme gespecialiseerd voor bemiddeling met woonwageneigenaren".

Art. 6. In deel II, boek 1, titel VII, hoofdstuk IV, van hetzelfde Wetboek, wordt het opschrift van afdeling 2 vervangen als volgt: "Erkenning".

Art. 7. In Deel 2, Boek I, Titel VII, Hoofdstuk 2, afdeling 1, van hetzelfde Wetboek wordt een artikel 149/2 ingevoegd, luidend als volgt :

"Art. 149/2. De Waalse Regering erkent een instelling gespecialiseerd voor bemiddeling voor woonwageneigenaren, hierna "de instelling" genoemd."

Art. 8. Artikel 149/3 van hetzelfde Wetboek, ingevoegd bij het decreet van 28 april 2014, wordt vervangen door wat volgt:

"Art. 149/3. De erkenningsvoorwaarden van de instelling zijn de volgende:

1° opgericht zijn in de vorm van een vereniging zonder winstoogmerk of een stichting overeenkomstig de wet van 27 juni 1921 over de verenigingen zonder winstoogmerk, de internationale verenigingen zonder winstoogmerk en de stichtingen;

2° zijn bedrijfszetel op het grondgebied van het Franse taalgebied hebben en er zijn opdrachten uitoefenen;

3° de opdrachten waarvan sprake in artikel 149/4 verrichten;

4° ten minste drie jaar tellen van activiteiten betreffende het onthaal van de woonwageneigenaren;

5° over een ploeg beschikken waarvan de minimale samenstelling door de Regering wordt bepaald."

Art. 9. In deel II, boek 1, titel VII, hoofdstuk 2, van hetzelfde Wetboek, wordt het opschrift van afdeling 2 vervangen als volgt: "Opdrachten".

Art. 10. Artikel 149/4 van hetzelfde Wetboek, ingevoegd bij het decreet van 28 april 2014, wordt vervangen door wat volgt:

"Art. 149/4. De opdrachten van de instelling bestaan uit:

1° de bevordering van de sociale en socioprofessionele projecten van de woonwageneigenaren en de bevordering van de deelname van de woonwageneigenaren en van hun verenigingen aan het maatschappelijk leven;

2° het verlenen van hulp voor de vervulling van de administratieve formaliteiten van de woonwageneigenaren, met name in verband met hun verplaatsbare habitat;

3° de bevordering en de verbetering van de betrekkingen tussen de plaatselijke overheid, de woonwageneigenaren en de sedentaire bevolking;

4° het informeren en de begeleiding van de openbare overheden wat betreft het beheer van het verblijf van de woonwageneigenaren;

5° het verzekeren van de bemiddeling, met name door op verzoek van de gemeenten of van de woonwageneigenaren op het terrein tussenbeide te komen, ook voor spoedgevallen;

6° het verzamelen van de statistische gegevens over de groepen, de bemiddelingen van de instelling gespecialiseerd voor het onthaal van de woonwageneigenaren en hun interpretatie;

7° de analyse van de verordeningen en "goede praktijken" in Europa;

8° het voorstellen van de oriëntaties van het onthaalbeleid voor de woonwageneigenaren in het Franse taalgebied;

9° de diensten van de administratie inlichten."

Art. 11. In deel 2, Boek 1, Titel VII, hoofdstuk 2, van hetzelfde Wetboek wordt een afdeling 3 ingevoegd, met als opschrift "Erkenningsprocedure".

Art. 12. Artikel 149/5 van hetzelfde Wetboek, ingevoegd bij het decreet van 28 april 2014, wordt vervangen door wat volgt:

"Art. 149/5. De erkenningsaanvraag wordt aan de Regering gericht bij ter post aangetekend schrijven of op elke wijze waarop een vaststaande datum aan de zending wordt verleend.

De Regering bepaalt de inhoud van het dossier van de erkenningsaanvraag. Dit dossier bevat minstens :

1° de statuten van de vereniging;

2° de samenstelling van de beheersorganen;

3° de laatste goedgekeurde jaarrekeningen;

4° een omschrijving van de activiteiten van de vereniging en, in voorkomend geval, van haar medewerking met de openbare of private actoren.

5° in voorkomend geval, de lijst van de door de vereniging tewerkgestelde personen."

Art. 13. Artikel 149/6 van hetzelfde Wetboek, ingevoegd bij het decreet van 28 april 2014, wordt vervangen door wat volgt:

"Art. 149/6. De erkenning wordt door de Regering voor een onbepaalde duur verleend.

Indien meerdere verenigingen de voorwaarden bedoeld in artikel 149/3 vervullen, beslist de Regering aan het einde van een selectie uitgevoerd door een jury waarvan de samenstelling door de Regering wordt bepaald.

De jury baseert zijn advies door de activiteiten van de vereniging, de geografische uitgestrektheid ervan en de ervaring van de personen verbonden aan de uitvoering van de opdrachten bedoeld in artikel 149/4 te vergelijken."

Art. 14. Artikel 149/7 van hetzelfde Wetboek, ingevoegd bij het decreet van 28 april 2014, wordt vervangen door wat volgt:

"Art. 149/7. De erkenning kan door de Regering ingetrokken worden als de bepalingen van deze titel of de krachtens deze titel vastgelegde bepalingen niet in acht worden genomen.

Indien de erkenningsaanvraag van een instelling geweigerd dan wel haar erkenning ingetrokken is wegens niet-inachtneming van de bepalingen van deze titel of de bepalingen vastgesteld krachtens deze titel, mag deze instelling geen nieuwe aanvraag indienen tijdens het jaar volgend op de beslissing tot weigering of tot intrekking van de erkenning."

De Regering bepaalt de procedure tot verlening van de erkenning."

Art. 15. Artikel 149/8 van hetzelfde Wetboek, ingevoegd bij het decreet van 28 april 2014, wordt vervangen door wat volgt:

"Art. 149/8. De instelling stelt binnen de twee maanden na haar erkenning en vervolgens alle drie jaar een meerjarig opdrachtenprogramma vast waarin de acties die zij in het kader van artikel 149/4 zal uitvoeren, omstandig omschreven worden.

De Regering gaat binnen de dertig dagen te rekenen van de ontvangst ervan over tot de goedkeuring van het programma bedoeld in lid 1."

Art. 16. In deel 2, Boek 1, Titel VII, hoofdstuk 2, van hetzelfde Wetboek wordt een afdeling 4 ingevoegd, met als opschrift "Subsidiëring".

Art. 17. Artikel 149/9 van hetzelfde Wetboek, ingevoegd bij het decreet van 28 april 2014, wordt vervangen door wat volgt:

"Art. 149/9. Binnen de perken van de beschikbare begrotingskredieten subsidieert de Regering de overeenkomstig de artikelen 149/2 en volgende erkende instelling.

De subsidie bedoeld in lid 1 dient voor:

1° het dekken van de personeelskosten van de ploeg bedoeld in artikel 149/3, 5°;

2° het forfaitair dekken van de werkingsuitgaven die in rechtstreeks verband staan met de uitvoering van de opdrachten bedoeld in artikel 149/4.

De Regering stelt de modaliteiten, bedragen, de berekeningswijze van de eventuele indexering en de toekennings- en rechtvaardigingsvoorwaarden voor de subsidie vast."

Art. 18. In deel 2, Boek 1, Titel VII, van hetzelfde Wetboek wordt een hoofdstuk 3 ingevoegd, met als opschrift "Opvang en subsidiëring van de gemeenten".

Art. 19. Artikel 149/10 van hetzelfde Wetboek, ingevoegd bij het decreet van 28 april 2014, wordt vervangen door wat volgt:

"Art. 149/10. De onthaalplaatsen en tijdelijke onthaalplaatsen beschikken over een huishoudelijk reglement waarvan de minimuminhoud door de Regering is vastgesteld.

De onthaalplaatsen worden door de gemeenten beheerd.

De tijdelijke onthaalplaatsen die niet door de gemeenten worden beheerd, dienen een machtiging te krijgen die jaarlijks door de gemeenten verleend kan worden binnen een termijn van dertig dagen te rekenen van het indienen van de aanvraag tot machtiging. De Regering stelt een model van aanvraag tot machtiging vast. De gemeenten kunnen weigeren om de machtiging toe te kennen als deze de openbare orde, de openbare rust, de volksgezondheid of de openbare netheid dreigen te verstoren. Bij gebreke van antwoord van de betrokken gemeente binnen een termijn van dertig dagen wordt de machtiging toegekend geacht.

Binnen een termijn van 15 dagen voorafgaand aan de daadwerkelijke komst van de woonwageneigenaars licht de eigenaar de gemeente in.

De gemeenten die beschikken over tijdelijke onthaalplaatsen of onthaalplaatsen op hun grondgebied lichten de instelling jaarlijks tijdens de maand januari in over de beschikbare onthaalmogelijkheden tijdens de periode van tijdelijk verblijf.

Tijdens de winterperiode kunnen de gemeenten het onthaal op de onthaalplaatsen of tijdelijke onthaalplaatsen organiseren. In dat geval lichten ze de instelling daarover in.”

Art. 20. In deel 2, Boek 1, Titel VII, hoofdstuk 2, van hetzelfde Wetboek wordt een afdeling 3 ingevoegd, met als opschrift “Subsidiëring”.

Art. 21. Artikel 149/11 van hetzelfde Wetboek, ingevoegd bij het decreet van 28 april 2014, wordt vervangen door wat volgt:

“Art. 149/11. § 1. Binnen de perken van de beschikbare begrotingskredieten verleent de Regering subsidies aan de gemeenten met het oog op de verwerving, de inrichting, de bereikbaarheid en de uitbreiding van de onthaalplaatsen voor woonwagengebruikers.

De Regering stelt via een procedure voor de oproep tot het indienen van projecten de minimumnormen in termen van capaciteit en oppervlakte, toegang tot de wegen, tot water, tot elektriciteit en tot sanitair vast met als doel het toegankelijk blijven van de infrastructuur ongeacht de weersomstandigheden, evenals de in aanmerking komende kosten en de maximumbedragen van de toegekende subsidies.

§ 2. Te rekenen van 1 januari 2020 verleent de Regering forfaitaire subsidies aan de gemeenten die een onthaalplaats organiseren. Zij zijn bestemd voor de organisatie van het onthaal en de opdrachten inzake maatschappelijke hulp bij woonwagengebruikers die daar verblijven.

De Regering stelt het bedrag van die subsidies, de modaliteiten, de berekeningswijze van de eventuele indexering en de toekennings- en rechtvaardigingsvoorwaarden voor de subsidie vast.”

Art. 22. Artikel 149/12 van hetzelfde Wetboek, ingevoegd bij het decreet van 28 april 2014, vervalt.

Art. 23. Dit decreet treedt in werking de dag waarop het in het *Belgisch Staatsblad* bekendgemaakt wordt.

Kondigen dit decreet af, bevelen dat het in het *Belgisch Staatsblad* zal worden bekendgemaakt.

Namen, 2 mei 2019.

De Minister-President,
W. BORSUS

De Minister van Sociale Actie, Gezondheid, Gelijke Kansen, Ambtenarenzaken
en Administratieve Vereenvoudiging,
A. GREOLI

De Minister van Economie, Industrie, Onderzoek, Innovatie, Digitale Technologieën,
Tewerkstelling en Vorming,
P.-Y. JÉHOLET

De Minister van Leefmilieu, Ecologische Overgang, Ruimtelijke Ordening, Openbare Werken,
Mobiliteit, Vervoer, Dierenwelzijn en Industriezones,
C. DI ANTONIO

De Minister van Begroting, Financiën, Energie, Klimaat en Luchthavens,
J.-L. CRUCKE

De Minister van Landbouw, Natuur, Bossen, Landelijke Aangelegenheden, Toerisme, Erfgoed
en afgevaardigd bij de Grote Regio,
R. COLLIN

De Minister van de Plaatselijke Besturen, Huisvesting en Sportinfrastructuur,
V. DE BUE

(1) Zitting 2018-2019.

Stukken van het Waalse Parlement 1319 (2018-2019) Nrs. 1 tot 5.

Volledig verslag, plenaire vergadering van 30 april 2019.

Bespreking.

Stemming.

AUTRES ARRETES — ANDERE BESLUITEN

SERVICE PUBLIC FEDERAL CHANCELLERIE DU PREMIER MINISTRE ET MINISTÈRE DE LA RÉGION DE BRUXELLES-CAPITALE

[C – 2019/13627]

Ordre national

Par arrêté royal du 20 janvier 2019 est accordée la nomination suivante :

Ordre de Léopold
Chevalier

M. STIENON, Alain, Alex, Charles, Henry
Secrétaire au Centre public d'Action sociale de Ganshoren (8 avril 2016)

Il portera la décoration civile.

Il prend rang dans l'Ordre à la date mentionnée en regard de son nom.

FEDERALE OVERHEIDSDIENST KANSELARIJ VAN DE EERSTE MINISTER EN MINISTERIE VAN HET BRUSSELS HOOFDSTEDELIJK GEWEST

[C – 2019/13627]

Nationale Orden

Bij Koninklijke besluiten van 20 januari 2019 is de volgende benoeming verleend :

Leopoldsorde
Ridder

De heer STIENON, Alain, Alex, Charles, Henry
Secretaris bij het Openbaar Centrum voor Maatschappelijk Welzijn van Ganshoren

Hij zal het burgerlijk ereteken dragen

Hij neemt rang in de Orde in op de datum vermeld tegenover zijn naam.